

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SENALIA UNION

**LA VALLEE DE LILLEBONNE
ZA DES HERBAGES
76170 Lillebonne**

Références : 20260311_SENALIA_SuitesARInstallationsELEC
Code AIOT : 0005803721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement SENALIA UNION implanté LA VALLEE DE LILLEBONNE ZA DES HERBAGES 76170 Lillebonne. L'inspection a été annoncée le 10/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SENALIA UNION
- LA VALLEE DE LILLEBONNE ZA DES HERBAGES 76170 Lillebonne
- Code AIOT : 0005803721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Thèmes de l'inspection :

- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|---|-------------------|
| 1 | Limite d'intervention du contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |
| 2 | Zonage ATEX et adéquation du matériel | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de l'inspection est de statuer sur les points de constats avec suites relevés lors de la précédente visite d'inspection. Cette inspection entraine dans le cadre de l'action régionale relative à la vérification des installations électriques. Des justificatifs portant sur les limites d'intervention de la vérification des installations électriques et sur l'adéquation du matériel en zone ATEX avaient été demandés à l'exploitant. L'inspection permet de constater le respect des prescriptions relatives à ces deux points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p> |

Constats :

Lors de la précédente visite (29/05/2024), l'inspection n'avait pas pu conclure que la vérification des installations électriques était complète en raison des limites d'intervention mentionnées dans le rapport de vérification des installations électriques 2023. L'inspection avait donc demandé, afin de vérifier la prise en compte de ces limites d'intervention, que l'exploitant lui transmette le rapport de contrôle des installations électriques au titre de 2024.

L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations électriques 2024 (du 08/07/2024 au 12/07/2024) par mail du 06/08/2024 (courrier du 31 juillet 2024).

L'inspection a constaté :

- que ce rapport mentionne en page 1 la déclaration Q18 en pièce jointe mais celle-ci ne figure pas dans le document transmis.
- qu'il fait état (page 6) de limites d'intervention générales.

L'inspection a demandé à l'exploitant par mail du 19/08/2024 de lui transmettre son plan d'action actualisé sur les limites d'intervention soulevées dans ce rapport.

L'exploitant a transmis son plan d'action (mail 11/09/2024). Celui-ci prévoit des actions pour lever ces limites d'intervention jusqu'en juin 2025, un arrêt de l'usine TEREOS voisine cliente de l'exploitant étant nécessaire.

L'exploitant a indiqué par mail du 14/05/2025 que le prochain contrôle des installations électriques au titre de 2025 serait réalisé en octobre 2025 lors de l'arrêt d'usine TEREOS.

Le rapport de vérification des installations électriques au titre de 2025 est transmis par l'exploitant préalablement à l'inspection.

L'inspection constate que :

- le rapport met en avant des limites de vérifications non mentionnées dans le rapport précédent (2024).
- certaines limites de vérification semblent nécessiter une action de la part de l'exploitant (mise à disposition de moyens d'accès sécurisés, absence de données techniques, mission complémentaire pour mesure d'isolement, identification de locaux à risques.)
- que le rapport de vérification transmis au titre de 2025 fait état de 7 observations récurrentes. Or ces observations ne figurent pas dans le rapport transmis au titre de 2024.

Suite à ces constats, l'exploitant a contacté l'organisme chargé de la vérification des installations électriques qui a apporté des modifications à son rapport. L'exploitant a transmis par mail du 12/03/2025 le rapport corrigé (n° R135364882-001-5).

L'inspection constate :

- que les limites d'intervention générales sont levées
- que le rapport fait état de 7 observations : 5 nouvelles observations et 2 récurrentes.

L'exploitant a transmis son plan d'action relatif à la prise en compte de ces observations (4 ont été traitées, 3 sont en cours).

L'inspection constate également que le compte-rendu de vérification périodique Q18 au titre de 2025 conclut que l'installation ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.

Ces constats permettent de statuer favorablement sur le respect de la prescription.

La visite des installations sur le terrain n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Lors de la précédente visite (29/05/2024), l'inspection avait constaté que des non-conformités étaient relevées lors de la vérification annuelle de l'adéquation du matériel en zone ATEX (2023). L'exploitant avait alors transmis son plan d'action de suivi des non-conformités. Les actions étaient priorisées (délai 1, 6 ou 12 mois). Afin de vérifier la mise en conformité, l'inspection avait demandé à l'exploitant de lui transmettre dans un délai de 12 mois, son rapport d'adéquation du matériel en zone ATEX actualisé intégrant la prise en compte de la nouvelle tour de pesée.

Le tableau d'adéquation du matériel en zone ATEX ainsi que le plan d'action associé ont été transmis par mail du 23/02/2026.

L'inspection constate que ce tableau intègre bien la tour de pesée tel que précisé lors de la précédente inspection.

Néanmoins l'inspection constate :

- que de nouvelles non-conformités ont été relevées,

- que le plan d'action transmis est basé sur la version 1 du rapport qui classe l'ensemble du matériel non conforme dans la tour de pesée. Ces non-conformités (excepté 3 points) n'apparaissent pas dans la version finale transmise, le zonage ATEX ayant été corrigé.
- que certaines non-conformités relevées en 2024 sont relevées également dans le rapport 2025.

Compte tenu de la difficulté à vérifier si les non-conformités issues du rapport 2024 avait bien été traitées, l'exploitant a transmis des compléments par mail du 13 mars 2026.

Sur ces compléments, l'inspection constate :

- sur les 31 non-conformités relevées en 2025, 22 sont des nouvelles non-conformités et 9 avaient été relevées en 2024,
- l'exploitant a traité les 22 nouvelles non-conformités,
- sur les 9 non-conformités relevées en 2024, l'exploitant en a traité 4.
- l'exploitant a transmis son plan d'action pour les 5 non-conformités restant à traiter.

Enfin, l'exploitant a convenu avec l'organisme chargé de la vérification du matériel en zone ATEX de retravailler la structure du tableau d'adéquation afin de garantir une meilleure lisibilité et comparaison des non-conformités d'une année sur l'autre.

L'inspection considère qu'elle a obtenu les éléments suffisants relatifs à la vérification du matériel en zone ATEX.

Type de suites proposées : Sans suite